

Transcription de l'entretien avec Marc Vandenhoute, Ingénieur forestier au siège de la FAO, Programme d'appui ACP-FLEGT

Programme UE-FAO pour l'Application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux (FLEGT)

(00:00) Question 1 – En quoi consiste le Programme FLEGT? (non enregistrée)

Nous appuyons la mise en œuvre du plan d'action FLEGT de l'Union européenne. Ce plan d'action FLEGT vise à lutter contre l'exploitation illégale des forêts. Ce programme est appuyé par l'Union européenne depuis 2008, nous en sommes à la troisième phase. Cette troisième phase a un budget de 30 millions de dollars, avec l'appui de l'Union européenne, de la coopération britannique et de la coopération suédoise. Nous apportons un appui technique et financier à trois groupes d'acteurs dans les pays producteurs : les agences gouvernementales bien entendu, mais aussi les associations du secteur privé et de la société civile. Nous organisons des appels à proposition de façon périodique, nous sélectionnons les meilleurs projets et ensuite nous suivons la mise en œuvre de ces projets qui sont développés localement. L'exploitation illégale des forêts a un coût, un coût économique, un coût social et un coût environnemental. Au niveau économique, on estime que, chaque année, les pays producteurs de bois perdent des milliards de dollars à cause de l'exploitation illégale des forêts. Au niveau social, les populations riveraines des forêts, les populations autochtones, sont directement touchées par cette exploitation illégale des forêts dont elles dépendent pour leur survie. Au niveau environnemental, l'exploitation illégale affecte les fonctions de la forêt, le rôle de la forêt, au niveau du stock de carbone, abri pour la faune sauvage, la protection des sols, toutes ces fonctions qui sont très importantes et qui sont affectées par l'exploitation illégale des forêts.

(01:50) Question 2 – Pourriez-vous citer quelques exemples de projets soutenus par le programme? (non enregistrée)

Nous avons financé, depuis 2008, plus de 200 projets dans plus de 40 pays. Dans plusieurs pays, nous avons financé des projets de dialogue sur la définition de la légalité: Qu'est-ce qu'un bois légal ? Comment vérifier la légalité d'un bois? Nous avons financé en Amérique latine, au Honduras, au Guatemala, en Colombie la mise en place de systèmes de traçabilité des bois qui permettent de suivre l'origine du bois depuis la forêt jusqu'au consommateur final. Au Philippines, nous avons travaillé avec le secteur privé, nous avons développé des codes de bonne conduite par rapport à la légalité que chaque membre des associations du secteur privé doivent signer. Au Ghana, nous avons travaillé avec l'administration forestière pour développer des lignes directrices de façon à ce que les populations puissent mieux négocier les clauses sociales de l'aménagement, de façon à pouvoir respecter leurs droits.

(02:56) Question 3 – Quels sont les plans pour la nouvelle phase? (non enregistrée)

Lors de cette nouvelle phase, nous allons travailler de façon beaucoup plus concentrée, c'est-à-dire que nous avons décidé, de façon à avoir un impact plus important, de travailler dans moins de pays. Nous allons travailler bien entendu dans les 15 pays qui auront négocié cet accord commercial sur le bois avec l'Union européenne et nous allons rajouter 7 pays pour lesquels nous allons avoir un plan d'action spécifique par pays, de façon à vraiment maximiser les chances d'avoir des résultats durables. Ce qui va changer également c'est qu'on va mettre l'accent sur l'appui au secteur privé et notamment aux petites et moyennes entreprises qui sont très importantes, qui jouent un rôle très important et qui jusqu'à présent étaient un peu ignorées dans ce processus.

*Propos recueillis par Maria Angela Rosati, Relations presse, FAO, Rome